

Projet de Réseau pour la recherche sur l'administration et les agents de l'État

La proposition formulée ci-dessous vise à organiser, à l'initiative des Archives nationales, un réseau de chercheurs déjà engagés dans des recherches sur l'histoire de l'administration et de ses agents : historiens, politistes, sociologues (notamment sociologues des organisations), historiens du droit, historiens des sciences et des techniques, historiens de l'art, archivistes spécialistes des fonds de différents ministères pour différentes périodes chronologiques, archivistes départementaux ou municipaux, informaticiens spécialisés dans les humanités numériques, etc.

Le but est d'une part de créer une structure de travail commune entre archivistes et chercheurs spécialistes de ces questions, qui permette à chacun de bénéficier des compétences des autres ; d'autre part de permettre à une large communauté de chercheurs de bénéficier des développements informatiques réalisés lors de précédents programmes de travail et d'enrichir le corpus de données ainsi constitué.

Ce futur réseau a pour objectif d'entreprendre l'exploitation conjointe de deux des plus importants corpus concernant la connaissance du cadre d'exercice de l'action de l'État que sont :

- les collections d'almanachs, annuaires ou bottins administratifs,
- les dossiers nominatifs de personnel.

Almanachs, annuaires et bottins : un système de représentation de l'administration sur la longue durée.

Le corpus : numérisations disponibles

Le corpus est formé par les collections successives d'almanachs, annuaires ou bottins administratifs dont la publication, encouragée et soutenue par l'État, a offert aux administrateurs comme aux administrés, une représentation de l'administration depuis le début du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Il peut et doit être étudié sous son double aspect : comme le système de représentation le plus structuré que l'administration se soit donné d'elle-même ; comme une source, d'une continuité, d'une homogénéité et d'une longévité exceptionnelles, sur l'évolution de l'administration et l'histoire de l'État et de ses agents.

Fragilisées par leur caractère transitoire, ces publications sont très souvent peu accessibles : rares sont les institutions qui en conservent des collections complètes sur une durée significative. La BnF a entrepris la numérisation systématique, encore incomplète, de certaines d'entre elles, dont la collection des almanachs royaux, nationaux ou impériaux publiée de 1699 jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Elles restent néanmoins d'exploitation difficile.

Un outil et une méthodologie déjà expérimentés

Une méthodologie permettant l'exploitation de ces collections a été proposée dans le cadre d'un programme financé par le CNRS (ACI Histoire des savoirs, projet "Archéologie des savoirs administratifs, 2004-2007) qui réunissait historiens, archivistes et chercheurs en informatique. Ce programme a permis la réalisation d'un outil de travail (outil Millefeuille) destiné à l'analyse de l'évolution des structures administratives, de leurs attributions, de leur localisation et de leurs agents.

L'outil Millefeuille, qui utilise les ressources de la technologie XML, associe l'analyse de la source, y compris dans ses dispositifs formels, à la mobilisation systématique des données sélectionnées et encodées (en XML-TEI) qu'elle contient. Il permet la construction et le croisement

d'index contrôlés et contextualisés. Il est associé à un outil collaboratif de gestion de versions (SVN) pour assurer l'intervention de plusieurs groupes de travail. Son usage a été expérimenté sur un échantillon significatif, en termes de domaines d'activités administratives comme en termes de période chronologique (1750 à 1850). Cet outil fera l'objet d'une consolidation au cours de l'année 2012 dans le cadre d'un projet européen, de manière à en étendre l'usage à une plus large communauté de chercheurs.

Les agents de l'Etat : exploiter les dossiers nominatifs

Les Archives nationales et les archives départementales conservent un très grand nombre de dossiers nominatifs des agents de l'Etat (dossiers de carrière, dossiers de pensions) qui ont fait l'objet, depuis le début du XIXe siècle, dans les services gestionnaires comme dans les services d'archives, de très nombreux répertoires et fichiers. La saisie informatique, aux Archives nationales, des informations contenues dans certains de ces fichiers a donné lieu à la création d'une base (base Quidam) dont le mode d'interrogation est pour l'instant limité (interrogation dossier par dossier, et seulement par nom de personne). Dans le cadre de la rénovation des moyens informatiques des Archives nationales, cette base pourrait être révisée pour permettre des interrogations croisées beaucoup plus larges, dans le cadre de programmes de recherche identifiés.

Pour compléter ces possibilités d'exploitation sérielle ou simplement individuelle des dossiers, les Archives nationales projettent de développer leurs travaux en cours sur la description (périodisée) et la typologie des documents qui composent ces dossiers (travail amorcé par exemple à l'occasion de la journée d'étude sur les dossiers nominatifs en 2006 aux Archives nationales, publiée en 2007 dans la *Revue administrative*), et sur les dossiers de travail des services en charge de la gestion des agents de l'Etat.

Ces travaux sont indispensables à la connaissance des modes et des rythmes de professionnalisation des personnels de la fonction publique, en administration centrale comme dans les administrations locales.

Une mise en commun des données et des expériences

- Il ne s'agit pas de lancer une nouvelle ANR ou un autre gros projet concernant des chercheurs de disciplines variées.

Il s'agit plutôt, d'une part, de mettre en réseau des initiatives existantes en histoire de l'administration, en particulier lorsqu'elles ont un volet prosopographique, afin que la méthodologie ne soit pas perpétuellement réinventée, que les saisies ne soient pas répétées pour un même corpus, et qu'ainsi les avancées réalisées sur la connaissance et l'exploitation des sources bénéficient à tous. Il s'agit d'autre part de recenser des projets qui pourraient être intéressés par l'encodage d'informations avec l'outil Millefeuille, et qui éventuellement participeraient à la poursuite de son développement.

- Il ne s'agit pas non plus pour les Archives nationales de prendre à elles seules en charge la numérisation, la saisie ou l'encodage de ce type de corpus.

En revanche, s'il est acquis qu'elles ont développé un outil d'encodage bien adapté et qu'elles ont déjà traité un grand nombre de données, les Archives nationales pourraient permettre à chaque chercheur ou chaque équipe de bénéficier de ces moyens et de ces résultats et d'apporter en retour sa participation en apportant son expertise et ses retours d'expérience, ou en s'inscrivant dans un travail cumulatif et collectif.

Il ne s'agit là que d'un exemple de forme de collaboration possible, bien d'autres formules peuvent être discutées.